



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1293 DU 21 AOÛT 2025

portant mise en demeure

société SETEO
Commune de Saint Apollinaire

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

VU le code de l'environnement, notamment ses articles en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 modifié autorisant la société SETEO à exploiter des installations sur la commune de Saint-Apollinaire ;

VU le rapport du 17 juillet 2025 faisant suite à l'inspection du 19 mai 2025 ;

VU le projet d'arrêté transmis le 17 juillet à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité.

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que les installations exploitées par la société SETEO sont soumises au régime de l'autorisation au titre notamment des rubriques 3510, 3550 et 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral susvisé dispose « *L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :* »

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.4.5.)

Paramètres		
	VLE ¹ (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
DCO	2000	100
Fer + Aluminium	5	0
Indice Phénol	0,3	0,015

CONSIDÉRANT qu'à l'occasion de la visite du 19 mai 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que plusieurs valeurs limites de concentration fixées par l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral n'ont pas été respectées lors des rejets d'eaux résiduaires, sur la période allant de septembre 2024 à mars 2025, pour les paramètres suivants :

- Indice phénol : les analyses journalières montrent que la VLE (0,3 mg/L) a été dépassée 72 fois, dont plus de la moitié des résultats sont supérieures au double de la limite imposée, sur un total de 111 analyses considérées.
- DCO : les analyses journalières indiquent que la VLE (2000 mg/L) a été dépassée 14 fois sur 111 analyses.
- Fer + Aluminium (Fe + Al) : les analyses journalières révèlent 52 dépassements de la VLE (5 mg/L), dont plus de la moitié des résultats est supérieure à plus du double de cette limite, sur 111 analyses considérées ;

CONSIDÉRANT que l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé prévoit que l'exploitant prend les actions correctives appropriées en cas d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ;

CONSIDÉRANT que la récurrence du non-respect des valeurs limites applicables sur les paramètres sus-mentionnés montre que l'exploitant n'a pas pris les actions correctives appropriées pour rétablir dans la durée la conformité de ses rejets aqueux ;

CONSIDÉRANT que ces non-conformités sont de nature à impacter les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, en particulier concernant la qualité des eaux superficielles ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, en conséquence et en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société SETEO de respecter les dispositions des articles 9.3.1 et 4.4.9 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société **SETEO** (numéro de SIRET 308 327 923 00014), exploitant une installation sur la commune de Saint-Apollinaire, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues par l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé en transmettant la liste des actions correctives appropriées pour rétablir dans la durée la conformité des rejets aqueux ;
- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues par l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé en respectant :
 - les valeurs limites d'émissions pour le paramètre demande chimique en oxygène (DCO – code SANDRE 1314) ;

- les valeurs limites d'émissions pour le paramètre indice phénol (Indice phénol – code SANDRE 1440) ;
- les valeurs limites d'émissions pour le paramètre fer+aluminium (Fe+Al – code SANDRE 7714).

À cet effet, les résultats d'autosurveillance devront être conformes aux valeurs limites a minima sur trois mois consécutifs.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

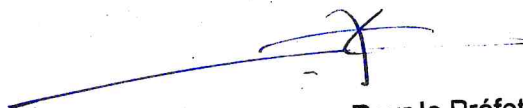
Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION ET AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire de Saint-Apollinaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Dijon,



Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général

Denis BRUEL

Pour le Président et par délégation
Le secrétaire général

Dans l'attente